



Plan de Travail Biennal 2017-2018

« Projet d'Accès au droit et à la justice »

Entre

Le Gouvernement de la République Togolaise

Et

Le Programme des Nations Unies pour le Développement

Plan de travail biennal révisé 2017-2018 Pays: TOGO

Appui à l'accès au droit et à la justice

Résultat(s) de l'UNDAF:

A l'horizon 2018, les capacités des institutions et acteurs à l'échelle nationale et locale sont

améliorées pour la réduction des inégalités, la modernisation de l'Etat, la consolidation de la

paix, de la démocratie et la promotion des droits de l'homme.

Produit(s) attendu(s) du CP:

Accès accru au droit et à la justice pour les couches défavorisées notamment les femmes et

les jeunes.

Partenaire de réalisation :

Ministère de la justice et des relations avec les institutions de la république

Parties responsables:

Direction de l'accès au droit et à la justice

Résumé

Le présent projet a pour objectif de contribuer à promouvoir l'accès au droit et à la justice des citoyens, en particulier des couches défavorisées, en vue du respect des droits fondamentaux des plus vulnérables, à travers la mise en œuvre d'un système d'aide juridique et juridictionnelle favorisant les groupes vulnérables et les plus démunis.

Plus spécifiquement, il vise à : (1) Opérationnaliser l'aide juridictionnelle via la mise en place de son cadre juridique et institutionnel, et la vulgarisation de la loi sur l'aide juridictionnelle de mai 2013; (2) Promouvoir l'accès à l'information juridique et judiciaire à travers la diffusion du guide du justiciable, les bureaux d'accueil et d'orientation du justiciable dans les juridictions et les clubs juridiques dans les prisons; (3) Fournir une assistance juridique et judicaire aux personnes vulnérables, en particulier aux femmes et aux jeunes grâce à la tenue d'audiences extraordinaires dans les juridictions; (4) Renforcer la protection judiciaire des personnes vulnérables au VIH-Sida à travers la formation des professionnels de justice ; (5) Renforcer les capacités de contrôle de la gestion et de la performance des juridictions par le soutien à l'Inspection des services judicaires et pénitentiaires.

Les objectifs du projet sont appropriés pour accompagner les efforts du gouvernement en matière de promotion de l'Etat de droit, et dans un contexte marqué par l'inefficacité de l'appareil judiciaire et les faibles capacités de l'Etat à répondre aux besoins de protection ressentis par la

Le projet sera mis en œuvre selon la modalité d'exécution nationale (NEX) par le ministère de la Justice chargé des relations avec les Institutions de la République, en partenariat avec les organisations de la société civile oeuvrant dans le secteur judiciaire.

Période couverte par le Programme : 2014-2018

Composante du Programme :

Gouvernance démocratique

Titre de l'intervention : Appui à l'accès au droit et à la justice

Code budgétaire :

00089505

Durée de l'intervention : 2 ans

Budget estimatif sur une base de 24 mois : 416'000 \$US

Budget 2017: 188'500\$ Budget 2018: 227'500\$

Ressources allouées :

416'000 \$US

Gouvernement

Budget ordinaire 416'000 \$US

Autres sources

Donateur 0

Donateur

0

Donateur

Partie du budget non financée :

Approuvé (Ministère de la Justice) : Approuvé (PNUD): Page 2 of 4

PRODUITS DU CP ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	73	ADRE	CHRC	CADRE CHRONOLOGIQUE	GIQU	ш				BUDGET PLANIFIÉ	NIFIÉ	
Produits du CP		2(2017			2018						Montant	ant
attendus et indicateurs, y compris les objectifs annuels (2017 & 2018)	Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés	11 12	T3	T4	Ε	12	13	47	PARTIE RESPONSABLE	Source des fonds	Description dans le budget	2017	2018
PRODUIT : Accès accru au	Résultat 1 : Services Juridiques pour les pauvres assurés	urés											
droit et a la justice pour les couches défavorisées notamment les femmes et les jeunes	Organiser des audiences extraordinaires dans 03 juridictions par an (assistance judiciaire)	×	×		×	×			MJRIR	TRAC	71300- Consultants 75700-Ateliers, 71600-Voyages	20 000	0
Indicateur: Nombre de femmes et d'hommes vulnérables ayant bénéficié d'aide juridictionnelle	Appuyer le suivi et la réinsertion des détenus libérés en partenariat avec les OSC (centre de réinsertion professionnelle des détenus)		×			×			MJRIR	TRAC	75700-Ateliers, 71600-Voyages	30 000	0
Base: 223 détenus en 2014	Total Résultat- 1											80 000	80 000
	Résultat 2 : Capacités d'administration et de contrôle de la justice renforcées	de la jus	tice r	enforc	ées								
Cible 2018 :	Renforcer les capacités des acteurs de la justice et de la police judiciaire sur la typologie des actes usuels du parquet et de l'instruction	×	×						MJRIR	TRAC	71300 Consultants 75700-Ateliers	15 000	0
Cible 2017:	Appuyer l'organisation de tournées inopinées de l'Inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires	×			×				MJRIR	TRAC	71600-Voyages	7 500	7 500
	Mettre à jour les bases de données législatives et jurisprudentielles; mettre à jour et vulgariser le guide du justiciable.		×	×					MJRIR	TRAC	71300 Consultants 75700-Ateliers	24 000	0
	Finaliser l'étude sur le type de politique de réinsertion et mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur le type de réinsertion dans les prisons du Togo. (cour d'Appel de Kara et de Lomé)	×	×		×	×			MJRIR	TRAC	71300 Consultants 75700-Ateliers	20 000	0
	Assurer les charges courantes de fonctionnement des volontaires (crédits tél./ fournitures diverses, achat de copieur et maintenance des machines informatiques)	×	×	×	×	×	×	×	MJRIR	TRAC	72200-Furniture	5 000	0
	Etude diagnostique et formulation de projet					×	×	×		TRACAC	71300- Consultants	0	20 000
	Appui à la mise en œuvre du casier judiciaire					×	×				72200-Furniture 71300 Consultants	22 000	140 000
	Mise à jour et édition du guide juridique du citoyen		×	×					MJRIR	TRAC	74200- Audiovisuel	10 000	10 000
	Total Résultat 4											81 500	72 500
	Total Activités											183 500	207 500
	S&E/COM											2000	20000
	GMS PNUD					1/4						0	0
	Total Général											188 500	227 500